

KOMITÉ POPILE

jik an bout!



Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 | cncpmartinique@gmail.com

EDITORIAL

LA LOI CONTRE LES IMMIGRES VOTÉE EN FRANCE N'EST QU'UNE ILLUSTRATION DE LA FASCISATION DES SOCIÉTÉS OCCIDENTALES

Les fascistes ne peuvent parvenir et se maintenir au Pouvoir qu'en s'assurant du soutien d'une large frange des couches populaires qu'ils puissent instrumentaliser dans la mise en œuvre de leurs entreprises criminelles. Pour parvenir à cette fin, ils manipulent l'information et développent une propagande massive visant à rendre les défavorisés incapables de comprendre les véritables causes de leurs difficultés, livrant dans le même temps à leur vindicte des boucs émissaires présentés comme seuls responsables de leur mal-être. Les cibles désignées par les nazis étaient les Juifs, les communistes, les handicapés, les noirs, les Roms et les homosexuels. Aujourd'hui, pour l'ensemble des classes prédatrices du monde dit «démocratique» les parias à éliminer sont «les immigrés» et «les Sans papiers». IL s'agit, dans tous les cas, de brandir de faux prétextes pour «justifier» des crimes de masse commis contre l'humanité.



Ainsi, ceux qui gouvernent la France, un pays abusivement qualifiée de «patrie des droits de l'homme»^{*1}, ont franchi un pas de plus dans la fascisation en faisant leur Parlement voter une «loi sur l'immigration» qui piétine superbement tous les droits humains des immigrés. Fusionnant idéologiquement, «En Marche», le parti

d'Emmanuel Macron, «Les Républicains» et le «Rassemblement National» ont donc signifié au Peuple Français que les difficultés économiques, les déficits publics, le chômage, la délinquance, n'étaient pas la conséquence de leurs politiques ultralibérales barbares.

C'est l'immigration qui serait la cause de tous ces malheurs et seule leur «loi audacieuse»(sic) pouvait et devait y mettre fin !

Une loi qui, pour flatter l'électorat d'extrême droite, organise le durcissement des conditions de régularisation, même pour les personnes intégrées et en situation régulière ; une loi qui dresse de nouveaux obstacles au regroupement familial et qui, bafouant le droit du sol, remet en question l'obtention automatique de la nationalité, qui instaure des quotas d'immigration et attribue le pouvoir discrétionnaire aux Préfets de refuser arbitrairement d'accorder des droits de séjour. Une loi qui instaure un apartheid dans l'accès aux prestations sociales, dans le droit des malades à être soignés, qui, en matière de «justice», établit une double peine et la déchéance de la nationalité en fonction de son origine.

Les organisations françaises de défense des droits humains ont largement dénoncé l'hypocrisie des intentions affichées*2 ainsi que le caractère profondément inhumain des dispositions votées et les conséquences dévastatrices qu'elles auront sur les personnes concernées.

Au-delà, c'est la problématique du fascisme global qui est posée à travers cette loi.

Cette loi, en effet, n'est pas la seule à signifier que la France, comme toutes les prétendues «démocraties» occidentales, est effectivement entrée dans un processus de fascisation.

La barbarie de la répression exercée contre les mouvements populaires (par exemple, contre les «Gilets Jaunes ou les écologistes qui s'opposaient aux «Grandes bassines») et la multiplication des cas de violences policières, en sont une manifestation. Mais le plus probant reste la neutralisation du pouvoir des parlementaires et l'adoption de lois liberticides d'essence totalitariste. En témoigne l'usage débridé de l'article 49.3 pour imposer des mesures scélérates qui détricotent toutes les conquêtes sociales*3. En attestent aussi de

nombreuses lois restreignant les libertés individuelles et collectives ou imposant un ordre moral totalitaire. Imaginez ! Les parents «défaillants» dans leur «devoir d'éducation» pourront être expulsés de logements sociaux et punis par la justice*4

La dynamique de fascisation ne concerne pas que la France : elle est internationale !

A l'échelle mondiale, les puissances impérialistes occidentales se préparent à une double guerre : celle qui va les opposer aux puissances rivales contestant leur hégémonie et celle contre les mouvements populaires qui, à l'échelle planétaire, menacent leur existence même. C'est ce qui motive leur entreprise systématique de fascisation.

Sous leur égide, le droit international est allègrement piétiné. Ce qui prévaut, c'est le gangstérisme des sanctions unilatérales et illégales, des guerres préventives, des ingérences dites «humanitaires», de l'usage de veto pour protéger des gouvernements génocidaires. L'OMC, l'OMS et autres institutions inter-étatiques dans lesquelles ils sont regroupés imposent aux États et aux populations leurs diktats, ou plutôt, ceux des multinationales. Quant au contrôle totalitaire des populations, il a été organisé planétairement, d'abord sous le couvert de lutte contre le terrorisme ensuite au prétexte de combattre la pandémie de COVID.

La montée en puissance de l'extrême-droite dans les sociétés occidentales n'est certainement pas le fruit du hasard. Les classes dominantes ont besoin que l'idéologie fasciste s'incruste dans l'opinion et tout est fait pour la banaliser. La criminalisation des immigrés participe de cette intention. Tout en faisant semblant de condamner «l'extrême droite», on reprend ses idées, on les mets en application et on promotionne ses dirigeants*5.



Résultat : En Europe, les partis politiques néo-fascistes progressent fortement dans beaucoup de pays et nombreux s'implantent à la tête des institutions. (Hongrie, Pologne, Finlande, Pays-Bas, Danemark, Suède, Italie, Slovaquie). En ce qui concerne la France, l'arrivée au pouvoir du Rassemblement National est estimée probable.

Combattre la criminalisation des immigrés c'est édifier un rempart contre la fascisation

Puisque le principal cheval de bataille des promoteurs du fascisme c'est la criminalisation des immigrés, il faut absolument les combattre sur le front idéologique pour pouvoir contrecarrer leur offensive. Il s'agit en l'occurrence de faire en sorte que tous et toutes appréhendent *les causes réelles des difficultés et soient éclairés sur le fait que les pays d'accueil engrangent d'immenses richesses produites par les immigrés, qu'ils ont les moyens de les accueillir dignement tout en permettant l'amélioration des conditions de vie de leurs propres ressortissants. L'accueil conséquent réservé aux immigrés venant d'Ukraine (soit dit en passant, ceux d'origine africaine en étaient exclus) a prouvé qu'il est tout-à-fait possible de porter des réponses humaines en ce domaine.*

C'est entre les mains des belles personnes et des associations qui, en occident même, se mobilisent pour venir en aide aux immigrés que germe

l'avenir de l'Humanité. C'est dans la solidarité entre les peuples dominés du Nord et du Sud et dans la convergence de leur lutte que réside le pouvoir de mettre fin à cet inhumain système impérialiste qui génère inégalités, pauvreté, discriminations et guerres.

**1 Nous ne cesserons jamais de combattre ce mythe propagé universellement pour idéaliser ce pays qui a imposé une colonisation barbare partout dans le monde, qui a participé à la déportation et à l'esclavagisation de millions d'Africains, qui, tout au long de l'histoire et sur son propre territoire, a réprimé dans le sang les luttes populaires.*

**2 Derrière cette hypocrisie, il y a de basses visées électoralistes et la volonté de maintenir les travailleurs dans la précarité. Les autorités françaises et les capitalistes savent bien que les immigrés sont indispensables à la survie de leur économie, mais ils savent aussi que, criminalisés et sans droits, ils resteront une main d'œuvre sur-exploitable à merci.*

**3 Le cas des lois sabotant les régimes de retraite en dépit d'un rejet généralisé par la société civile et des mois de mobilisations populaires est emblématique à cet égard.*

**4 Bien sûr, nous ne parlons pas ici des lois indispensables qui existaient déjà pour protéger les enfants contre des parents délinquants ou psychologiquement dérangés.*

**5 C'est ce qu'illustrent en France, les manipulations visant à emprisonner les électeurs dans un choix entre la Droite dite Républicaine et le Rassemblement National et à éclipser toutes les autres forces politiques.*

PAWOL FONDOK

Si tu donnes un poisson à un homme, il mangera un jour. Si tu lui apprends à pêcher, il mangera toujours."

Lao-Tseu



INITIATIVES ALTERNATIVES

UNE RENCONTRE POUR ACCOMPAGNER CONCRETEMENT LES OUVRIERS ET OUVRIERES VICTIMES DE L'EMPOISONNEMENT AUX PESTICIDES.

Le 10 janvier 2024, le Collectif des Ouvriers et Ouvrières Agricoles Empoisonnés (es) par les Pesticides et une délégation de l'UNCCAS de France (Union Nationale des Centres Communaux d'Action Sociale) se sont rencontrés au quartier Bochèt (Lamentin).



La délégation de l'UNCCAS avait souhaité rencontrer les ouvriers et ouvrières qui étaient en première ligne dans l'épandage du chlordécone afin de mieux envisager les actions à mener en leur direction. Le Président M. Luc CARVOUNAS était entouré de Mme Eliane GIUOUGOU de la Guadeloupe, vice-présidente de l'UNCCAS et Conseillère municipale, Mme Erika BARETTE, première vice-présidente de «l'UNCCAS d'Outre Mer», Mme Virginie MIAN, présidente des CCAS de la Martinique, Mme Josette MANIN et Monsieur Jean-Pierre JEAN-LOUIS, élus du Conseil Municipal du Lamentin.

La réunion a été très fructueuse. Après que la secrétaire du Collectif, Mme Patricia MOUTENDA et son Président, Mr Yvon SERENUS, aient présenté le parcours du collectif et les actions menées sur le terrain, la vingtaine d'ouvrières et ouvriers agricoles présents ont rendu leurs témoignages. Tous les membres de la délégation de l'UNCCAS sont intervenus pour affirmer leur volonté de s'impliquer dans l'accompagnement des Ouvriers et ouvrières victimes des pesticides.

Mme Erika BARETTE est intervenue pour parler des difficultés dans les luttes de cette nature, notamment du fait des blocages venant de l'État. Faisant référence à la situation sur l'île de la Réunion et à la lutte des victimes des essais nucléaires français dans le

Pacifique, elle a insisté sur la possibilité de remporter des victoires.

Madame Virginie MIAN a expliqué le rôle des CCAS dans les communes et a encouragé les ouvriers et ouvrières agricoles à se rendre auprès de ces structures en cas de difficultés.

Mme Josette MANIN, dont la famille a été elle-même impactée par l'empoisonnement, a réaffirmé son soutien à la cause des Ouvriers et ouvrières et son engagement à travailler au sein de la CTM pour que cette collectivité continue à accompagner le Collectif. Le Président SERENUS a salué le soutien concret porté au Collectif par plusieurs collectivités locales, en particulier par la Municipalité du Lamentin. L'engagement a été pris, de part et d'autre, de renforcer la collaboration entre les CCAS et le Collectif pour mieux accompagner les Ouvriers et ouvrières agricoles.

Le Président de l'UNCCAS a conclu les échanges en rappelant **que, quant au fond, le combat mené est de nature politique. Il a précisé** les objectifs de la structure et exprimé sa satisfaction pour la qualité des échanges.

Cette rencontre, en tout cas, confirme la volonté du Collectif de conforter toutes les initiatives permettant de porter des réponses concrètes aux difficultés rencontrées par les victimes de l'empoisonnement aux pesticides.



GRANDE VICTOIRE POUR LES AUTOCHTONES DU GUATEMALA FACE A UNE ENTREPRISE MINIERE

Depuis une vingtaine d'années, la communauté Maya Q'eqchi' se battait contre l'État du Guatemala qui, en 2006, avait accordé un droit d'exploitation à l'entreprise minière canadienne Hudbay Minerals pour une mine de nickel sur leurs terres ancestrales.

Cela avait été fait sans consulter correctement les Maya Q'eqchi' de la région. Malgré les menaces et les meurtres, la résistance des Q'eqchi' a payé. Les tribunaux ont reconnu leurs droits et ils vont désormais obtenir des titres fonciers. Nous citons ci-dessous des extraits d'un article de Radio Canada rapportant les faits.



« En 2010, qu'ils avaient intenté une action en justice au Canada contre la minière et deux de ses filiales à la suite de l'assassinat d'un éminent chef de la communauté maya dans le cadre du projet minier. En juin 2013, la Cour supérieure de l'Ontario a statué que la société canadienne pouvait être tenue légalement responsable des crimes commis au Guatemala, y compris le meurtre présumé du chef et l'agression sexuelle présumée de 11 femmes. En décembre, la Cour inter-américaine des droits de la personne a conclu que le Guatemala était responsable de la violation des droits des Autochtones

de son pays en octroyant un permis de construction à une minière. » (...)

Selon la Cour inter-américaine des droits de la personne, en 2021, un processus de consultation a été mené avec les Q'eqchi' auquel le Conseil des communautés autochtones Maya Q'eqchi' a participé. Mais malgré l'opposition, un accord a été signé pour la

poursuite du projet minier. Le tribunal a ainsi ordonné l'arrêt immédiat de toutes les activités minières sur le site et l'État guatémaltèque va aussi devoir octroyer des titres fonciers aux Q'eqchi'.

Selon «Indian Law Resource Center», l'organisme qui représente les autochtones, «cette décision crée des précédents juridiques importants qui contribueront à renverser et à corriger les lois et les pratiques juridiques injustes et oppressives qui perdurent dans de nombreux pays des Amériques.



QUAND LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS VOLE AU SECOURS DE LA CORRUPTION !



Il est clair qu'en refusant de renouveler l'agrément d'ANTICOR, la macronie tente de mettre des bâtons dans les roues de ceux qui dénoncent la corruption en France.

Cette association, créée en 2002, avait la possibilité d'agir en justice dans des affaires de corruption présumées, notamment en cas d'inaction du parquet et de se constituer partie civile.

Il fallait la faire taire !

Parmi les 160 procédures dans lesquelles ANTICOR est impliquée, on compte l'attribution du Mondial de football au Qatar, l'enquête pour prise illégale d'intérêts visant le secrétaire général de l'Elysée Alexis Kohler, la cession de la branche énergie d'Alstom à General Electric et une enquête préliminaire dans les contrats russes d'Alexandre Benalla, l'ex-conseiller d'Emmanuel Macron. On comprend pourquoi l'agrément qui, en 2015, lui avait été accordé par la «Haute Autorité pour la transparence de la vie publique» (sic) n'a pas été renouvelé ! On mesure ici toute l'hypocrisie des régimes soi-disant démocratiques occidentaux qui ne cessent de faire la morale au reste du monde(*) pendant que leurs classes dirigeantes pataugent dans les «affaires» et la corruption. Les scandales

éclatent régulièrement dans tous les pays concernés, concernant les banques, les grandes entreprises et les dirigeants politiques (Cahuzac, Berlusconi, Trump, pour ne citer que quelques noms au hasard).

En système capitaliste, la frontière entre multinationales, gouvernements, paradis fiscaux et réseaux maffieux est plus que poreuse.

(*) Pendant que la «République betteravière» française muselle ANTICOR, ses tribunaux condamnent des chefs d'état étrangers pour détention de «biens mal acquis», biens qu'elle saisit mais qu'elle ne restitue pas aux pays spoliés !

SUGGESTION DE LECTURE

* <https://www.mondialisation.ca/> / La santé internationale selon l'Organisation mondiale ou morbide de la Santé ? Par Claude Janvier

* <https://basta.media/> / Peut-on dépolluer les sols contaminés aux pesticides ? Par Nolwenn Weiler



LA PAROLE A ALAIN LIMERY



*Quel bilan le CNCP tire-t-il de l'année 2023 ?
Quelles perspectives l'organisation trace-t-elle
pour 2024 ?*

C'est pour répondre à ces questions que «Jik An Bout» donne la parole à Alain LIMERY, le Porte-Parole du Conseil National des Comités Populaires.

J.A.B. : *Globalement, que doit-on retenir de la situation politique qui a prévalu en Martinique en 2023 ?*

A.L. : Les grandes illusions qu'entretient le colonialisme français ont continué à s'évaporer, malgré l'insistance de ce dernier à faire croire que le salut de notre peuple reposerait sur les subsides qu'il distribue. Les grandes mesures qu'il annonce depuis des lustres restent sans résultats probants et les dégradations se sont poursuivies dans tous les domaines. Le climat économique et social est plus que jamais délétère. Mais, de plus en plus de nos compatriotes sont convaincus de la nécessité de lutter pour la conquête de notre souveraineté.

J.A.B. : *Peux-tu nous dresser un état des lieux dans les domaines que tu évoques ?*

A.L. : Eh bien, par exemple, dans le domaine de la santé, on observe la poursuite des résultats néfastes de la politique ultralibérale menée par le pouvoir. La prise en charge des patients est de plus en plus compliquée : les délais pour obtenir une consultation s'allongent (par exemple en ophtalmologie). Les infrastructures hospitalières se dégradent et les obstacles persistent quant à la reconstruction des hôpitaux,

comme c'est le cas à Trinité. Enfin les difficultés du personnel s'aggravent à cause de la diminution des effectifs et de la précarisation de leur statut, faute également de moyens conséquents pour remplir leur mission.

Sur le plan de l'éducation, également, les difficultés s'amplifient. Le pouvoir colonial continue à déporter les diplômés du pays pour exercer hors de chez eux, alors que le personnel est insuffisant et que des postes sont vacants. Et on assiste, dans le même temps, à l'arrivée d'enseignants sans ancrage culturel et identitaire, venant de France, pour enseigner à nos enfants dès le primaire. Ajoutons à cela que le malaise existant dans notre société affecte aussi l'éducation : la violence et le harcèlement chez les élèves s'installent dans les écoles ; les parents sont désarmés face à la profusion des jeux vidéo et autres dessins animés, dont les contenus font la promotion du culte de la violence. L'individualisme est massivement inculqué par le système dominant qui met en avant la compétition sauvage et le « savoir se vendre », qui sape l'estime de soi, les valeurs de solidarité, d'entraide et de partage.

J.A.B. : *Les autorités se sont vantées d'une amélioration de la*

situation économique en 2023. Qu'en est-il vraiment ?

A.L. : Sur le plan économique ? La situation n'est pas moins catastrophique. Nous connaissons les difficultés des petites et moyennes entreprises qui ont peine à se maintenir. Le nombre de dépôts de bilan est suffisamment parlant. Elles n'ont pas les moyens de résister ni à la concurrence monopolistique déloyale de la caste dominante soutenue par le pouvoir colonial, ni à la fiscalité et aux normes inadaptées qui leur sont imposées, ni à la hausse des coûts de production qu'elles subissent. Les foyers populaires connaissent aussi l'accroissement des difficultés. Avec un coût de la vie de plus en plus élevé, une baisse des revenus et des prestations sociales organisée par le gouvernement, c'est une majorité de la population qui sombre dans la précarité. Enfin, il faut noter le phénomène de désocialisation intensifié par la généralisation de la dématérialisation des démarches administratives. La majorité des gens en situation de précarité n'a pas accès au numérique et les contacts uniquement téléphoniques avec les administrations relèvent d'une « mission (quasiment) impossible. »



J.A.B. : Comment notre Peuple fait-il face à ces énormes difficultés que tu as décrites ?

A.L. : Notre Peuple a toujours été un Peuple résistant et cela s'est confirmé en 2023. Déjà pendant la période du COVID, il avait pu s'opposer à l'obligation d'une injection expérimentale dont les effets néfastes sont prouvés aujourd'hui. Le personnel de santé abusivement licencié à l'époque a pour le plus grand nombre repris son service et continue à se battre pour le rétablissement de ses droits en matière de déroulement de carrière et de prestations sociales. Les luttes populaires se sont développées dans de très nombreux secteurs.

J.A.B. : Que doit-on retenir de 2023 sur le plan politique ?

A.L. : Pour ce qui concerne le CNCP, l'année a été importante parce que notre organisation célébrait les 40 ans de sa création officielle. C'était pour nous l'occasion de faire part au grand public des leçons tirées de notre expérience et de présenter nos orientations pour la période à venir. Nous avons pu mesurer l'ampleur du chemin parcouru et constater que notre Peuple s'accordait largement autour des objectifs que nous visons. Comme nous l'avons dit précédemment, de plus en plus de nos compatriotes sont convaincus de la nécessité de lutter pour la conquête de notre souveraineté. L'adoption du drapeau Rouge Vert Noir (qui accompagne les luttes militantes depuis les années soixante), ou encore le vote de la CTM, à la quasi-unanimité, établissant que le créole devait être utilisé au même titre que le français, en tant que langue officielle, sont une illustration de cette dynamique.

J.A.B. : Quelles perspectives le CNCP trace-t-il pour l'année 2024 ?

A.L. : Nous souhaitons que **2024** soit «**l'année de toutes les offensives**». Au regard des véritables dangers qui planent sur notre pays comme sur le monde, à l'heure où l'existence même de notre Peuple est menacée, nous appelons tous les Martiniquais et toutes les Martiniquaises à intensifier la Résistance et à préparer notre accession à la souveraineté.

Il est essentiel à cet égard de :

- **Premièrement**, renforcer la cohésion au sein de notre Peuple. Nous devons nous rassembler au-delà de nos appartenances sociales, politique, syndicales, religieuses, (etc.), pour défendre les intérêts supérieurs de notre pays. Par exemple, notre mobilisation doit être déterminée et unanime dans la lutte pour la justice et les réparations liées à l'empoisonnement par les pesticides, dans la lutte contre le génocide par substitution également. Nous avons initié une pétition à ce sujet, destinée à être remises aux institutions internationales. Nous invitons tous ceux et toutes celles qui sont conscients des enjeux à la signer.

- **Deuxièmement**, renforcer toutes les dynamiques alternatives au plan économique, sanitaire, éducatif et culturel. A cette fin, le CNCP soutient la construction de l'«**Administration Alternative Populaire**» qui entend contribuer à leur développement et à leur convergence.

- **Troisièmement**, mener un travail d'information conséquent au plan international pour dénoncer la domination coloniale française, afin d'obtenir des

soutiens pour le respect de notre droit à l'autodétermination et pour établir des liens avec toutes les entités internationales qui peuvent contribuer à notre accession à la souveraineté ainsi qu'à un développement alternatif et solidaire.

Pour notre part, Nous proposons à tous ceux et toutes celles qui partagent nos orientations de rejoindre les Comités Populaires pour porter leur contribution à la réalisation de ces tâches.

J.A.B. : Quel message souhaitez-vous adresser à nos lecteurs en ce début d'année ?

A.L. : Tout d'abord, au nom de l'organisation et en mon nom propre, j'adresse à l'ensemble de notre peuple et à nos compatriotes de la diaspora, les meilleurs vœux de santé et de succès dans leurs luttes pour le mieux-être et le mieux vivre, pour le renforcement de notre unité et de notre solidarité. Nous souhaitons également adresser nos vœux de succès à tous les peuples en lutte pour leur émancipation. Nos pensées vont en particulier au Peuple Palestinien confronté à la tentative de génocide menée par l'armée d'occupation israélienne avec la complicité des puissances occidentales, au Peuple frère Haïtien menacé par une énième intervention étrangère et soumis à la terreur de gangs instrumentalisés par les impérialistes, aux Peuples Africains qui mènent une offensive exemplaire contre les impérialistes français.

A tous et à toutes, nous souhaitons que nos résistances soient couronnées de succès et qu'elles nous donnent les moyens de jouir de la santé, de la paix et du bonheur. Bonne et heureuse année 2024 !





« Sé pa lè-w fen pou mété kannari an difé ! »

Ce sage proverbe martiniquais nous enseigne qu'il ne faut pas attendre d'avoir faim pour aller préparer son repas. Il y en a un autre qui nous rappelle que «Jou malè pa ni pran gad», autrement dit qu'il ne sert à rien de parler de prévention le jour où arrive le malheur. Dans un contexte où nous vivons sous la menace permanente de catastrophes environnementales liées au dérèglement climatique, où le déclin du système capitaliste et impérialiste génère un chaos économique et social grandissant, où l'imminence d'un conflit militaire mondial ne fait plus de doute, nous avons le devoir impérieux de nous préparer à surmonter tous ces énormes défis.



Dans tous les cas, nous devons nous préparer à répondre aux besoins essentiels de l'ensemble de notre Peuple et à protéger les vies humaines. Cela ne peut se faire en restant soumis aux politiques arbitraires imposées par le pouvoir colonial et la caste dominante Béké. L'histoire de notre pays est là pour nous rappeler que pendant toutes les périodes sombres, notre Peuple n'a

pu survivre que grâce aux pratiques alternatives qu'il développait. Aujourd'hui, l'extraordinaire génie dont il a su faire preuve sous la dictature de l'Amiral Robert doit être pour nous une source d'inspiration.

Plus généralement, en se défaisant des conceptions inculquées par les défenseurs du système capitaliste, on réalisera que, sur

tous les continents, ce sont les économies populaires qui **majoritairement** font vivre les populations. Ces économies, dites «informelles» et souvent criminalisées, peuvent atteindre 80% de la valeur globale des activités dans les pays du tiers-monde et même dans certains pays occidentaux en temps de crise (Cf. le cas de la Grèce).



Cela nous amène à affirmer que la déconnexion du système colonial et la construction d'une économie alternative ne peuvent se concevoir qu'en s'appuyant sur les bases de l'économie populaire.

Deux directions opposées s'offrent à nous : continuer dans la voie mortifère que nous imposent les impérialistes français et leurs pendants de la caste dominante locale ou s'engager dans la construction d'une dynamique alternative.

- Le modèle imposé c'est celui de monocultures visant à satisfaire les besoins des colonialistes, à assurer des rentes à la caste et impliquant l'usage de produits qui empoisonnent les êtres vivants et l'environnement. C'est le modèle qui nous jette dans une société de consommation débridée qui accroît notre dépendance en même temps qu'elle appauvrit la population.

- Le modèle qui permettra de développer une économie satisfaisant nos besoins essentiels en matière d'alimentation, de santé, d'éducation, de logement (etc.) et qui permettra l'émancipation de notre Peuple, c'est celui qui sera endogène, respectueux de l'environnement, effectivement pensé et construit par nous-mêmes.

Aussi doit-on se débarrasser définitivement de l'illusion que les salariés, que les «petits» planteurs, entrepreneurs, commerçants (etc.) Martiniquais,

pourraient faire partie de «la même famille» que la caste dominante. Nos intérêts sont antagoniques.

Quels sont les obstacles au développement responsable et solidaire que nous voulons pour notre pays ?

C'est d'abord, la structure même de la société et de l'économie qui perpétue la domination des anciens maîtres esclavagistes et de l'État colonial. Ce sont ensuite les législations conçues pour des pays capitalistes industrialisés et qui déstructurent l'économie dite domestique, celle qui a toujours garanti la survie de notre Peuple. Ainsi, l'essentiel des terres et les richesses du sol (par exemple les carrières) est resté possession de l'État colonial et de la caste héritière des esclavagistes. Il est donc indéniable que développement endogène et durable et processus de conquête de la souveraineté sont consubstantiels.

Nous devons définir ensemble la stratégie qui nous permettra de nous déconnecter du système dominant et de construire l'alternative salubre.

Il est évident, que c'est la conquête de la souveraineté nationale qui nous permettra de mettre en œuvre à grande échelle des politiques salutaires à notre Peuple. Mais, il est possible et indispensable d'organiser dès aujourd'hui le «kasé kod» avec les orientations imposées

par le Pouvoir colonial et la caste dominante.

Ainsi, en nous appuyant sur toutes les activités alternatives populaires qui se développent déjà dans notre pays, il importe d'impulser la mise en place de réseaux solidaires dans la production et la distribution, et d'organiser le développement de circuits courts.

Puisque, aujourd'hui tout le monde reconnaît que la question de l'autosuffisance alimentaire doit être une priorité absolue et, qu'au grand jamais, le pouvoir colonial et la caste n'accepteront de l'assurer, il revient à notre Peuple lui-même d'en jeter les bases. C'est en s'appuyant sur la moyenne et la petite paysannerie que cela sera possible. Il n'est plus à démontrer que les petits planteurs n'ont aucun avenir en restant prisonniers de la filière banane contrôlée par la caste. C'est, en s'en détachant graduellement pour développer des cultures diversifiées capables de satisfaire les besoins de la population que les agriculteurs Martiniquais pourront accéder à de meilleures conditions de vie. Une mobilisation solidaire de tout notre Peuple pour atteindre cet objectif-là sera, sans conteste, un pas notable vers la souveraineté.

Mais nous n'atteindrions pas nos objectifs de souveraineté si nous sous-estimons la dimension politique de la lutte.



Il est indispensable pour nous, en effet, de « faire peuple » pour contrecarrer les manœuvres agressives du Pouvoir colonial et de ses relais locaux. Le front qui s'est objectivement constitué pour obtenir Justice et Réparation concernant le crime d'empoisonnement de notre Peuple aux pesticides, nous montre la voie. Aujourd'hui, sur le plan politique, l'urgence est double :

- consolider notre unité et nous mobiliser pour exiger des pouvoirs législatifs et fiscaux garantissant la prise en compte de nos intérêts, pour imposer le respect de notre identité et contre le génocide par substitution.

- tourner le dos aux querelles politiciennes oiseuses pour participer à la construction d'espace permettant des échanges sereins entre tous ceux qui, au-delà de toutes appartenances partisans, se battent sincèrement pour la souveraineté de notre Peuple.

Une chose est sûre : Faire l'apprentissage de la démocratie directe et de l'exercice du pouvoir populaire est une condition fondamentale pour l'avènement d'une véritable souveraineté.

Au CNCP, si nous entendons soutenir toutes les initiatives positives qui vont dans cette direction, nous insistons

particulièrement sur la nécessité de leur convergence. Car, seule cette synergie nous rendra assez forts pour affronter un ennemi hyper structuré et organisé pour écraser toute opposition.

C'est pour contribuer à cette dynamique que nous avons conçu les Comités Populaires, espaces où tous ceux qui s'accordent sur les orientations que nous avons exposées ci-dessus puissent construire ensemble l'alternative et se constituer en contre-pouvoir face au système.

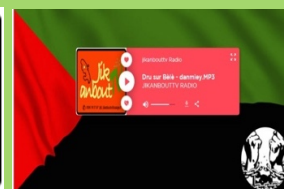
AGENDA



CONFERENCE DE PRESSE
DU COLLECTIF DES OUVRIER.E.S AGRICOLES
ET DE LEURS AYANTS-DROIT
EMPOISONNE.E.S PAR LES PESTICIDES
(COAADEP)
en partenariat avec la Fondation
Anne-Marie DUMOUTIER

MARDI 6 FEVRIER 2024 à 10H00
Académie du Climat, salle 2.20.
Paris 9^{ème}

Contacts pour renseignements : +596.0696.74 19 51



Radio Jik An Bout

UNE INFORMATION ALTERNATIVE

Liens :

<https://jikanbouttv.com/radio/>

<https://jikanbouttv.com>

&

Facebook Jik An Bout



CONTACTS :

cncpmartinique@gmail.com

0696 41 41 32 / 0696 25 28 78 / 0696 33 26 32.

